La Cour a constaté que des transferts ont été opérés entre ministères et institutions en violation de l'art 2 de la LFP comme le montre le tableau suivant :



Tableau 23: Transferts entre Ministères et institutions

	ľ						
MINISTERE D'ORIGINE		Ministère/Institution bénéficiaire	article budgétaire d'origine	article budgétaire de destination	crédit voté 1	Crédit voté 2	Montant transféré
		Ministère de l'intérieur, du faisabilité	20110 Etude de faisabilité de la	63140 Entretien des			
ministère d	des	des développement communautaire	construction de	troupes, alimentation			
finances		et de la sécurité publique	l'immeuble de l'ISTEEBU	et habillement	300 000 000	19 938 566 744	300 000 000
		Ministère de l'intérieur, du	26110 Participation à	63140 Entretien des			
		développement communautaire	l'augmentation du	troupes, alimentation.			
		et de la sécurité publique	capital de l'ACBF	et habillement	E D., 200 000 000	19 938 566 744	118 400 000
			21440 Projet de				
			traçabilité,	43	iu.		
			transparence,	8			
		Ministère de l'intérieur, du responsabilisation	responsabilisation dans	63140 E		•	
ministère d	des	des développement communautaire la chaîne de gestion des	la chaîne de gestion des	troupes,	*		
finances		et de la sécurité publique	finances	et habillemen	2,450,000,000	19 938 566 744	3 200 000
		Ministère de l'intérieur, du	du 26110 Participations au	Sel Des	CONTRACT		
ministère d	des	des développement communautaire capital de la	capital de la banque	63120 Achat carburant	,		
finances		et de la sécurité publique	agricole	et lubrifiants	1 500 000 000	4 200 000 000	1 500 000 000
		Ministère de l'intérieur, du					
ministère d	des	développement communautaire 16800 Remboursement	16800 Remboursement	63120 Achat carburant	•		
finances		et de la sécurité publique	crédit allocations en DTS	et lubrifiants	16 719 631 828	4 200 000 000	400 000 000
			21440 Informations des				
		Ministère de l'intérieur, du finances publiques et	finances publiques et				
ministère d	des	développement communautaire interconnexions avec les	interconnexions avec les	63120 Achat carburant			
finances		et de la sécurité publique	ministères et institutions	et lubrifiants	1 000 000 000	4 200 000 000	143 584 172
		Ministère de l'intérieur, du					
ministère d	des	des développement communautaire 17212 Remboursement	17212 Remboursement	63120 Achat carburant			
finances		et de la sécurité publique	dette bilatérale	et lubrifiants	10 930 894 373	4 200 000 000	545 935 402
ministère d	des	Ministère de l'intérieur, du	du 16810 Apurement des	63140 Provision de la			
finances		développement communautaire	arriérés	PNB	5 000 000 000	5 240 000 000	1 195 992 970

	331 406 985			20 000 000			565 899 441			324 150 000					31 689 601			1 702 482 216					875 000 000			250 000 000
	4 200 000 000	•		58 760 000			4 200 000 000			19 938 566 744					120 413 871			19 938 566 744					4 200 000 000			4 200 000 000
	16 719 631 828	-		2 150 000 000			750 000 000			16 719 631 828					1 000 000 000 1			11 000 000 000 11	J BI	JRI	)N(	2/	875 000 000			1 000 000 000
	63120 Achat carburant et lubrifiants		62550 Entretien	charroi/Administration		63120 Achat carburant	et lubrifiants	63140 Entretien des	troupes, alimentation	et habillement				61320 Antennes	provinciales du plan	63140 Entretien des	troupes, alimentation	et habillement 100E				63120 Char Carburant		COME	63120 Achat carburant	et lubrifiants
	16800 Remboursement crédit allocations en DTS	21440 Projet de tracabilité,	transparence, du responsabilisation dans	on des	Sécurisation du	nouveau building des	finances		16800 Remboursement	crédit allocations en DTS	61280 Harmonisation	des salaires du	personnel des	administrations	personnalisées		21220 Construction des	bâtiments administratifs	Correction	our.	pensionnes, nauts gradés des come de la	défense et sécurité	,	21440 Informations des	finances publiques et	interconnexions avec les
et de la sécurité publique	Ministère de l'intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique		Ministère de l'intérieur, du	ment communautaire	ır, du	développement communautaire nouveau	et de la sécurité publique	Ministère de l'intérieur, du	développement communautaire	et de la sécurité publique			Ministère de l'intérieur, du personnel	développement communautaire	et de la sécurité publique	Ministère de l'intérieur, du	développement communautaire	et de la sécurité publique			Ministère de l'intérieur du	ment communautaire		ır, du	développement communautaire finances publiques	et de la sécurité publique
<u>.</u>	des de		≥	des de	2	des	e	2	des	٦			2	des	Ü	2	des	Ü				des		2	des	<u>a</u>
	ministère finances			ministère finances		ministère	finances		ministère	finances				ministère	finances		ministère	finances				ministère	finances		ministère	finances

<u> </u>	v.
4	

			ministères et institutions	suc		_	
ministère des	Ministère de développement	l'intérieur, du communautaire	16800 Remboursement	ent 62550 Entretien	tien		
finances	et de la sécurité publique	lique	crédit allocations en DTS	TS charroi	16 719 631 828	1 600 000 000	906 557 964
	Ministère de l'int	l'intérieur, du	26110 Participations	¢€.			
ministère des	des développement communautaire l'augmentation	nmunautaire		du 62550 Entretien	ien		
finances	et de la sécurité publique	olique	capital de l'ACBF	charroi	5 000 000 000	1 600 000 000	4 908 883 753
Ministère des			16810 arriérés c	des 66110 commission	ion		
÷	vire-nrécidence		contributions	aux nationale			
planification			organismes	indépendante	des	-	-
économique			internationaux	droits de l'homme	1 645 703 232	1 677 496 194	77 528 871
Ministère des							
finances, du		-	62330 Frais	Ë	ge-		
budget et de la	Secrétariat général de l'Etat	de l'Etat	communiqué	le ::	0e		
planification			relations publiques	podr	notes		
économique				ne marque	1 011 056 348	93 777 143	6 400 000
Ministère des				61330 Essis	(		
finances, du			62330 Frais	ت ؤ.	ם ב		
budget et de la	Secrétariat général de l'Etat	de l'Etat	communiqué	et bennem et	- O-		
planification			relations publiques	reception pour no	notes		
économique				de marque	1 011 056 348	93 777 143	000 000 09
<i>a</i> ,				62730 Frak	ā.		
finances, du		!	16810 Apprement d		1 0		
budget et de la	yec.	de l'Etat		réception: Bour	hôtes		
pianincation économique	SONE OF				2 000 000 000	C 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	
1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1		J.R.	66110 Frais	de	200 000 000 0	22 / / / 142	400 000 000
		N N	nent	des			
4	Driv.	D1	contrôleurs d	des   63120 Achat carburant	ant		
planification		/ <del>*</del> /	ents	des et lubrifiants			
économique		1/8/	dépenses	et			
	10 S	Control	performances	• .	175 200 000	300 002 000	26 394 760
					-		

		r <del></del>					
	103 000 000	13 450 000 000	4 700 000 000	150 000 000	3 700 000 000	1 500 000 000	350 000 000
	120 000 000	26 420 397 442	1 592 234 490	1 356 570 000	1 462 304 330	6 043 995 435	1 842 800 946
	9 581 306 712	22 530 633 584	22 530 633 584	2 150 000 000	9 581 306 712	9 581 306 712	9 581 306 712
÷.	62550 Entretien charroi	63130 Entretien des troupes et habillement	66110 Dotation à l'OGAC	63210 Fournitures de bureau et entretien de l'équipement	62550 Entretien charroi	21220 Equipement de la force de défense nationale	21240 Réhabilitation et entretien des
	64240 Intérêts obligations du trésor	64240 Intérêts bons du Trésor	64240 Intérêts bons du Trésor	21440 Projet de traçabilité, transparence, responsabilisation dans la chaîne de gestion des finances	64240 Intérêts obligations du trésor	64240 Intérêts obligations du trésor	642.40 Intérêts obligations du trésor
JA!	MDI X	défense anciens	défense anciens	défense anciens	défense anciens	défense anciens	défense anciens
~ ~	CHECK /		e la	e la	e la des	e la des	e la
(S)	Primatule * ##	Ministère de nationale et combattants	Ministère de nationale et combattants	Ministère de nationale et combattants	Minístère de nationale et combattants	du Ministère de la nationale et combattants	Ministère de nationale et
	des du				des du	des de la on ue	des
	Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Ministère finances,

Φ	
4	

all productions

		<del></del>	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·					
		400 000 000	500 000 000		6 472 000	15 308 722	3 500 000 000	
•		3 178 613 795	5 157 154 512	1 502 724 400	148 674 334	480 000 000	15 037 145 570	
-		9 581 306 712	9 581 306 712	1 000 000 000 1	1 000 000 000	1 000 000 000	3 500 000 000	
·-	infrastructures militaires	66110 Frais de fonctionnement dans le cadre de l'AMISOM	63120 Achat carburant et lubrifiants	66110 Dotation à la régie militaire de construction	66110 Subsides au SERAP (Ex.ASAP)	66110 Frais de fonctionnement de l'institut supérieur de gestion des entreprises (ISGE)	66620 Contribution à l'EAC	2 (SA) **
-		64240 Intérêts obligations du trésor	64240 Intérêts obligations du trésor	61280 Harmonisation des salaires du personnel des administrations	ionisation is du des	61280 Harmonisation des salaires du personnel des administrations personnalisées	21450 Opérationnalisation du scanner et contract (OBR)	***
•	ants	de la défense et des anciens nts	de la défense et des anciens ints	de la défense e et des anciens ents	de la fonction du travail et de	de la fonction du travail et de	Ministère des affaires de la communauté Est-africaine, de la jeunesse, des sports et de la culture	
-	budget et de la combattants planification	Ministère des finances, du Ministère budget et de la nationale planification combattants économique	Ministère des finances, du Ministère budget et de la nationale planification combattants économique	Ministère des finances, du Ministère budget et de la nationale planification combattants	Ministère des finances, du Ministère budget et de la publique, planification l'emploi économique	Ministère des finances, du Ministère budget et de la publique, planification l'emploi économique	Ministère des Ministère finances, du communai budget et de la jeunesse, planification culture économique	

	,	<del>-</del> ,				
1 500 000 000	65 416 204	4 576 792	4 830 000 000	3 000 000 000	22 661 640	1 000 000 000
15 037 145 570	120 000 000	486 517 156	000 000 86	629 922 000	80 000 000	80 000 000
2 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	87 830 000	1011056348	1 011 056 348
66620 Contribution à l'EAC	66110 Frais de fonctionnement de l'office burundais des droits d'auteur	66110 Frais de fonctionnement de CEBULAC	66110 Frais de fonctionnement de l'agence burundaise pour l'emploi des jeunes	62160 Programme national d'exécution des jugements, de constat et de renforcement des capacités	62140 Missions officielles à l'étranger	62140 Missions officielles à l'étranger
67340 Paiement du ticket modérateur pour (les soins de santé des l'etat	61280 Harmonisation des salaires du personnel des administrations corsonnalisées	nonisation es du des	61280 Harmonisation (des salaires du fpersonnel des administrations personnalisées j	coopératives collinaires	62330 Frais de communication (économique et relations publiques	62330 Frais de communication
Ministère des affaires de la communauté Est-africaine, de la jeunesse, des sports et de la culture	Ministère des affaires de la communauté Est-africaine, de la jeunesse, des sports et de la culture	Ministère des affaires de la communauté Est-africaine, de la jeunesse, des sports et de la culture	Ministère des affaires de la communauté Est-africaine, de la jeunesse, des sports et de la culture	Ministère detta justice	Ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement	Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Ministère des finances, du N budget et de la c planification ji économique c	Ministère des n finances, du c budget et de la ji planification c économique	des du e la	Ministère des finances, du chances, du pudget et de la planification chance économique	Ministère de l'intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique	Ministère des finances, du le budget et de la é planification a économique	Ministère des N finances, du é

budget et de la planification économique	budget et de la au développement planification économique	économique et relations publiques	· ·			
Ministère des finances, du P budget et de la é planification a économique	Ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement	64240 Intérêts bons du Trésor	66620 Contribution aux organismes internationaux	10 C C C C C C C C C C C C C C C C C C C		
des du	Ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre	67280 Appui aux bonnes œuvres caritatives	66110 Subsides aux centres pour handicapés et orphélinats	000 000 000	100 000 02c	
des du	Ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre	61280 Harmonisation des salaires du personnel des administrations personnalisées	66110 Centre national d'appareillage et de rééducation (CNAR)	1 000 000 000	219 629 304	33 871 116
de la on ue	Ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre	61280 Harmonisation des salaires du personnel des administrations personnalisées	66110 Centre national de réadaptation socio- professionnelle (CNRSP)	1 000 000 000	206 255 204	25 577 710
de la on ure	Ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre	61280 Harmonisation des salaires du personnel des administrations personnalisées	66110 Centre régional de réadaptation socio- professionnelle (Antenne Ngozi)	1 000 000 000	89 490 033	000 000 8
Ministère des n finances, du n budget et de la d planification h économique	Ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre	des salarente des salarente des salarente des administrations des personnel des des administrations des des des des des des des des des de	67350 Centre	1 000 000 000	151 957 699	21 544 912
		SOLUTION SOL	21 *			

<del></del>			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	<b></b>		
23 978 924	096 096 9	17 387 130	10 354 310	635 299 349	13 963 919	62 350 837
616 998 611	79 050 368	71 939 043	97 156 954	9 376 183 525	351 056 587	119 147 280
1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
61320 Appui à la promotion de la femme et aux DPFS	66110 Maison des femmes	67350 Projet enfants soleil	66110 Centre de promotion des droits de l'homme (CPDH)	67350 Carte d'assurance maladie	66110 Bureau de normalisation et de contrôle de la qualité	66400 Centre national de technologies alimentaires
61280 Harmonisation des salaires du personnel des padministrations personnalisées	61280 Harmonisation des salaires du personnel des administrations personnalisées	61280 Harmonisation des salaires du personnel des administrations personnalisées	61280 Harmonisation des salaires du 6 personnel des padministrations compersonnalisées	67340 Paiement du ticket modérateur pour les soins de santé des t retraités de l'Etat	1280 Harmonisation es salaires du ersonnel des dministrations ersonnalisées	1280 Harmonisation es salaires du ersonnel des
Ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre	Ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre	Ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre	Ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre	Ministère de la santé publique et de la lutte contre le sida	ministère du commerce, du transport, de l'industrie et du tourisme	np Samuel on
Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Ministère des finances, du pudget et de la planification deconomique	Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Ministère des finances, du budget et de la replanification téconomique	Ministère des ministère finances, du transport budget et de la tourisme

۰		•	
Ļ	1	٦	
	٠.	•	

_																															
_						636 457		•			63 634 840					64 871 312					76 349 000 000		•			12 329 800	3				56 150 290
_																					26	Ì									
_ _			_			37 011 804					458 454 382				•	856 220 011					15 000 000 000					521 628 928					746 068 370
- 						1 000 000 000					1 000 000 000					1 000 000 000					87 830 000 000					1 000 000 000					1 000 000 000
20 000					21430 Contrepartie	artisanale de Kayanza		66110 Subsides à	l'agence burundaise	d'éléctrification	rurale(ABER)		66110 Agence de	l'hydraulique et	d'assainissement en	milieu rural(AHAMR)			22180 Programme	sufiventions on operais	au Burundi		66110 Office national	de contrôle et	certification des	semences				66110 Subsides à	MGEBU
-	administrations personnalisées		des salaires du	sonnel	ations	personnalisées	61280 Harmonisation	des salaires du	personnel des	administrations	personnalisées	61280 Harmonisation	des salaires du	personnel des	administrations	personnalisées			213&0 Annui aux projets		pératives collinaires	61280 Harmonisation	des salaires du	personnel des	administrations	personnalisées	61280 Harmonisation	des salaires du	personnel des	administrations	personnalisées
				ministère du commerce, du	transport, de l'industrie et du	tourisme			-	ulique, de	l'énergie et des mines				Didigue, de	t Sextimized.	The state of the s		· ·	Ministere de l'environnement	Price of the Moderage				٦ <u>,</u>	de l'agriculture et de l'élevage				<u>;</u> ;	de l'agriculture et de l'élevage
<del>-</del>	planification économique	Minister doe	finances, du	t de la		économique	Ministère des	finances, du	budget et de la	planification	économique	Ministère des	finances, du	budget et de la	planification	ne		l'interieur, du	communantaire			Ministère des	finances, du	<u>а</u>		économique	Ministère des	finances, du	<u>es</u>		économique

ĸ		
	Ξ.	
٠,	Υſ	

				19 492 342					28 035 336					292 902 876					41 119 476					164 542 176					48 755 160			106 907 052
		-		746 068 370					1 307 999 736			a		1 307 999 736					1 307 999 736			_		1 307 999 736					232 130 497			2 427 983 045
	-			1 000 000 000					1 000 000 000 1					1 000 000 000					1 000 000 000					1 000 000 000		•			1 000 000 000			1 000 000 000 1
			66110 Subsides à	'IGEBU			66110 Office burundais	pour la protection de	l'environnement(OBPE)			66110 Office burundais	pour la protection de	'environnement(OBPE)	-		66110 Office burundais	pour la protection de	l'environnement(OBPE)		1-1-1-1	66110 Office burundais	pour la protection de	l'environnement(OBPE)			66110 Subsides à	l'office de l'huile de	paime (OHP)re		66110 Subsides à	'ISABU
61280 Harmonisation	des salaires du	personnel des	administrations 6	nalisées	61280 Harmonisation	des salaires du	personnel des 6	administrations p	personnalisées	61280 Harmonisation	des salaires du	personnel des 6	administrations p	personnalisées    -	61280 Harmonisation	des salaires du	ersonnel des	dministrations	ersonnalisées	61280 Harmonisation	des salaires du	personnel des 6	administrations p	personnalisées l'	61280 Harmonisation	des salaires du	personnel des 6	administrations 1	personnalisées p	61280 Harmonisation	salaires du	personnel des l'
			Ministère de l'environnement,	de l'agriculture et de l'élevage				Ministère de l'environnement,	de l'agriculture et de l'élevage				Ministère de l'environnement,	de l'agriculture et de l'élevage	1		all the state of t	E Minister Shirt	2	x/	.01		environnement,	de l'agriculture et de l'élevage				Ministère de l'environnement,	de l'agriculture et de l'élevage		du Ministère de l'environnement, des	de l'agriculture et de l'élevage
Ministère des	finances, du	budget et de la	planification	économique d	Ministère des	finances, du	budget et de la	planification	économique d	Ministère des	finances, du	budget et de la	planification	économique d	Ministère des	finances, du	budget et de la	planification	économique c	Ministère des	finances, du	budget et de la	planification	économique d	Ministère des	finances, du	budget et de la	planification	économique c	Ministère des	finances, du	budget et de la c

_	1	
•	1	

planification		administrations						
économique		personnalisées			i		-	
Ministère des		61280 Harmonisation	tion					:
finances, du		des salaires	ηp					
budget et de la		personnel	des					
planification	Ministère de l'environnement, administrations	administrations	66110	66110 Subsides	<b>-</b> 100			
économique	de l'agriculture et de l'élevage	personnalisées	1'ISABU			1,000,000,000	2 427 983 045	46 244 589

Source: Tableau confectionné sur base des données de la classification administrative et des ordonnances de transfert de l'exercice 2021-2022



# La Cour recommande au ministère en charge des finances de respecter l'article 2 de la LFP en matière de transfert de crédits

La Cour a aussi constaté que des transferts de crédits ont été opérés au sein d'un même ministère ou institution en dépassement de la limite de 10% comme le montre le tableau suivant :

Tableau 24: Transferts au sein d'un même ministère ou institution en dépassement de 10%

"		Article		
	Article budgétaire	budgétaire de		
Ministère/Institution	d'origine(1)	destination(2)	Crédit voté(1)	Crédit voté(2)
<ol> <li>Ministère de</li> </ol>				
l'intérieur, du		21450		
développement	67280 Fonds de	Equipement pour		
communautaire et de	prévention et de gestion	la police		
la sécurité publique	des catastrophes	nationale	600 000 000	3 752 62:
	27100 Contrepartie au			
	projet à la	62160 Evaluation	,	
	décentralisation et du	de la		/ ·
*	développement	performance des		
	économique local	communes	100 000 000	71 <b>71</b> :
•		21450		
		Equipement pour		
	63280 Acquisition des	la police		
	drapeaux nationaux	nationale	265 000 000	3 752 62!
	63140 Entretien des			
	troupes, alimentation et	62550 Entretien		
OUE DU A	habillement	charroi	19 938 566 744	1 600 00
STOWE DU BURE		21450		
	1	Equipement pour		
P align P	62420 Loyer	•		
1	(d'habitation	nationale	2 257 248 000	3 752 62!
	62140 Missions	63140 Provision		
10/2	officielles à l'étranger	de la PNB	27 000 000	5 240 000
DES COY	62360 Abonnement à	63140 Provision		_
The state of the s	l'internet	de la PNB	108 268 637	5 240 00
	66680 Contribution aux			
	organisations	63140 Provision		
	internationales(interpol)	de la PNB	440 797 807	5 240 00
	62160 Frais de mission	-		·
	pour le programme	63140 Provision		
	petits projets ruraux	de la PNB	5 000 000	5 240 00
	62320 Frais postaux et	63140 Provision		<u> </u>
	communiqués	de la PNB	3 414 773	5 240 00
······································	62420 Hébergement	63140 Provision		
	des gouverneurs	de la PNB	3 458 400	5 240 00

		Article		
_		budgétaire de		
Ministère/Institution	d'origine(1)	destination(2)	Crédit voté(1)	Crédit voté(2)
	62360 Abonnement à			
	l'internet	de la PNB	71 913 824	5 240 00
	_	63140 Provision		
·	du personnel d'appui	de la PNB	387 536 642	5 240 00
	65320 Appui à la	52440 5		
	planification communautaire	63140 Provision	27 625 627	5.040.00
····		de la PNB	27 625 927	5 240 00
	66110 Appui au   développement			
	1	63140 Provision		
	social	de la PNB	46 987 261	5 240 00
	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	63140 Provision	40 367 201	3 240 001
	matériel informatique	de la PNB	56 389 150	5 240 000
MINISTERE DE LA			30 303 130	5 2 70 00
SANTE PUBLIQUE ET				
DE LA LUTTE CONTRE			OUE DU BUALL	
LE SIDA		,		, de la companya de l
V	·	1/	s/ Alife \	2\
		66110		*
r.		Encadrement,	*/	7
***	63210 Achat matériel	supervision,	N \ /2	<i>y</i>
		formations et	COLUMN DES COST	,
	bureau	frais de comité	200 000 000	80 00!
		62140 Missions		
	63210 Achat	officielles à		
	médicaments ARV	l'étranger	2 002 770 000	15 25(
MINISTERE DU				
COMMERCE, DU	66110 Mise en œuvre de la			
	stratégie nationale du	:		
	développement durable	62140 Missions		
TOURISME	du tourisme 66110 Mise en œuvre de la	officielles à l'étranger	279 884 150	12.21
	stratégie nationale du			
	développement durable du	62140 Missions		
	tourisme	officielles à l'étranger	279 884 150	12 20
		62140 Missions		
	66110 Encadrement	officielles à		
	opérateurs économiques	l'étranger	358 710 243	12 20
NAME OF A STATE OF THE STATE OF				
MINISTERE DE				
L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES	•			
L'ENERGIE ET DES MINES				
IAUIAE 3	27100 Contrepartie projet	,		
	d'aménagement de la centrale			
	hydroélectrique de	21110 Indemnisations		
	KABU	JIJI-MUREMBWE	7 000 000 000	2 000 00
	25100 G	21110 Indomnisations	# 050 000 COA	3 444 44
	27100 Contrepartie projet de	JIII-MUKEMBWE	7 952 339 684	2 000 00

Ministère/Institution	Article budgétaire d'origine(1)	Article budgétaire de destination(2)	Crédit voté(1)	Crédit voté(2)
,	construction de la ligne A220 KV RUSUMO- GITEGA et les postes associés	, ,	JOUE DU BURG	
				=\
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	66110 Coordination des interventions dans la mise en œuvre du plan national d'investissement agricole (PNIA)	62140 Missions officielles à l'étranger	# DES CO	150
1. SENAT	62510 Entretien du siège du Sénat	63210 Achat matériel et fournitures de bureau	94 482 420	165 9
	62430 Location des bus pour le transport du personnel administratif	61130 Indemnités de déplacement des ayants-droit aux véhicules de fonction	84 000 000	270 0
•	63510 Consommation en eau et électricité	67210 Frais funéraires	55 320 000	2.5.
	62760 Contribution aux organismes parlementaires	67210 Frais médicaux des membres du burcau	39 06 <b>7</b> 16 t	25 8
	62410 Loyer bureaux	63210 Achat matériel et fournitures de bureau	314 931 664	165 9
2, Secrétariat général de l'Etat	62140 Missions officielles des fonctionnaires à l'étranger	63120 Carburant et lubrifiants	12 200 000	43 9
	62360 Abonnement à l'internet	63120 Carburant et lubrifiants	6 307 181	43 9
	62330 Frais des télécommunications	63120 Carburant et lubrifiants	17 763 840	43 9
3. Cour suprême	66110 Frais de fonctionnement de l'inspection des prisons et services judiciaires	62550 Entretien véhicules	203 000 000	26 19
Ministère de la défense nationale et des anciens combattants				
, <del>, , , , , , , , , , , , , , , , , , </del>	66110 Frais de fonctionnement des attachés militaires	la force de défense nationale	1 579 544 000	6 043 9
5. Ministère des finances, du budget et de la planification économique	64110 Intérêt dette directe bilatérale	26110 Participation au capital du Fonds de solidarité africaine (FSA)	6 978 043 600	1 000 0
	64120 Intérêt dette directe multilatérale	26110 Participation au capital du Fonds de solidarité africaine (FSA)	7 597 221 155	1 000 0
	64240 Intérêts bons du Trésor	26110 Participation au capital du Fonds de solidarité africaine (FSA)	<b>22</b> 530 633 <b>58</b> 4	1 000 0

R42() (1	Article budgétaire	_		
Ministère/Institution	d'origine(1)	destination(2)	Crédit voté(1)	Crédit voté(2)
	64240 Intérêts bons du Trésor	26110 Participation au capital du Fonds de solidarité africaine (FSA)	22 530 633 584	000 1
<u> </u>	64280 Intérêts allocation en DTS	62140 Missions officielles à l'étranger	798 483 892	206
	61180 Nouvelles politiques salariales	63210 Appui institutionnel aux réformes du ministère des finances	33 000 000 000	515
SUGUE DU S	64240 Intérêts bons du Trésor	21440 Informatisation des finances publiques et interconnexions avec les ministères et institutions	22 530 633 584	1 000
* OF COMP	54940 Intérêts bons du Trésor	21440 Informatisation des finances publiques et interconnexions avec les ministères et institutions	22 530 633 584	1 000
Ca Co.	62730 Frais inhérents à la défense des intérêts de l'Etat à l'étranger	66110 Subsides à la direction générale des affaires pénitentiaires	524 400 000	4 144
	62730 Frais du contentieux	66110 Subsides à la direction générale des affaires pénitentiaires	133 753 664	4 144
	61110 Rémunération de base s/statuts	66110 Subsides à la direction générale des affaires pénitentiaires	130 902 444	4 144
	61140 Indemnités et primes de technicité s/statuts	66110 Subsides à la direction générale des affaires pénitentiaires	260 292 216	4 144
	62160 Programme national d'exécution des jugements, de constat et de renforcement des capacités	66110 Subsides à la direction générale des affaires pénitentiaires	629 922 000	4 144
	62140 Missions officielles à l'étranger	66110 Subsides à la direction générale des affaires pénitentiaires	12 200 000	4 144
	62510 Entretien des bâtiments	66110 Subsides à la direction générale des affaires pénitentiaires	78 000 000	4 144
7. Ministère de fonction publique, du travail et de 'emploi	61110 Régularisation des fonctionnaires	62140 Missions officielles à l'étranger	290 582 962	12
	67110 Régularisation des agents complémentaires Rwandais	62140 Missions officielles à l'étranger	40 000 000	12
	61110 Régularisation des fonctionnaires	62550 Entretien du charroi	290 582 962	10
3. Ministère des affaires de la communauté Est- africaine, de la jeunesse, des sports et de la culture	62520 Entretien des bâtiments	66110 Appui au volontariat national des jeunes	13 405 926	35

Ministère/Institution	Article budgétaire d'origine(1)	Article budgétaire de destination(2)	Crédit voté(1)	Crédit voté(2)
	63280 Acquisition des drapeaux de la communauté Est-africaine	62140 Missions officielles à l'étranger	74 000 000	450 0
	67350 Festival de la jeunesse	62140 Missions officielles à l'étranger	17 205 984	450 0
	62510 Entretien stades	66110 Allocations aux activités des sports de masse	16 698 486	- 148 0
	63280 Acquisition des drapeaux de la communauté Est-africaine	62140 Missions officielles à l'étranger	74 000 000	450 0
	62580 Entretien et réparation des machines	66110 Appui au volontariat national des jeunes	12 669 600	35 0
	66110 Encadrement de la jeunesse pour la consolidation de la paix	62140 Missions officielles à l'étranger	120 000 000	450 0
9. Ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement				
	66110 Frais de fonctionnement de l'ambassade du Burundi à Kigoma	63420 Achat carburant et lubrifiants	534 015 923	57 <b>0</b> -
10. Ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre		62140 Missions officielles à l'étranger	140 918 713	12 20
-	66110 Subsides au fonds d'appui à la protection sociale (FAPS)	67350 Assistance médicale pour les groupes vulnérables	140 918 713	1 459 6
	66110 Subsides au fonds d'appui à la protection sociale (FAPS)	62140 Missions officielles à l'étranger	140 918 713	12 21

Source: Tableau confectionné sur base des données de la classification administrative et des ordonnances de transfert de l'exercice 2021-2022

La Cour recommande au ministère en charge des finances de respecter l'article 2 de la LFP en matière de transfert de crédits

#### III.2.2. Conformité des annulations de crédits

Selon le point 2 de l'article précité, les crédits n'ayant plus d'emploi peuvent être annulés. Le point 4 de cet article ajoute que les annulations de crédits sont décidées par ordonnance conjointe du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Selon les informations recueillies auprès du ministère en charge des finances, des annulations de crédits ont été opérées par des correspondances adressées aux gestionnaires des crédits annulés.

Cette pratique est en violation du point 4 de l'article 2 de la LFP modifiée.

La Cour recommande au ministère en charge des finances de respecter les dispositions de l'article 2 de la LFP en matière d'annulations de crédits.

#### Commentaire du ministère

Sur cette recommandation de la Cour des comptes liée au respect de l'article 2 de la LFP en matière d'annulation des crédits, le ministère en charge des finances informe la Cour que chaque ministère est responsable de la gestion de son budget. En cas de nécessité d'annulation de crédit au sein d'un ministère, chaque ministère en fait une demande par une lettre portant annulation d'un crédit au ministère en charge des finances. L'accord de ce dernier entérine l'annulation directe d'un crédit budgétaire au niveau du logiciel. Donc l'article 2 de la loi organique en matière d'annulation de crédits est respecté.

La Cour maintient sa recommandation car selon l'article ci-haut mentionné, l'annulation des crédits doit être matérialisée par une ordonnance conjointe du Ministre en charge des finances et le Ministre concerné.

## III.2.3. Existence des ordonnances autorisant les transferts de crédits

Le point 4 de l'article 2 de la loi organique N°1/16 du 04 septembre 2013 précitée précise que les mouvements de crédits visés aux points 1 à 3 sont décidés par ordonnance conjointe du Ministre en charge des finances et le Ministre concerné.

Au cours de ses travaux, en comparant les données de la classification administrative et celles des ordonnances mises à sa disposition, la Cour a constaté l'existence de transferts non matérialisés par des ordonnances. Il s'agit de :

 transfert d'un montant de 1 140 521 402 Fbu opéré au profit de la présidence;

- transfert d'un montant de 181 074 179 Fbu opéré au profit de l'Assemblée nationale ;

- transfert d'un montant de 9 379 574 638 Fbu opéré au profit du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

Elle a également constaté l'existence d'ordonnances de transferts opérés à l Cour suprême sans être mentionnés dans la classification administratives.

La Cour recommande au ministère en charge des finances de respecter l'article 2 de la loi organique  $N^o$  1/16 du 04 septembre 2013 en son point 4.

#### Commentaire du ministère

Sur cette recommandation de la Cour des comptes lié au respect de l'article 2 de la LFP qui dispose que des crédits peuvent être transférés entre article budgétaire dans la limite de 10% de chacun des articles budgétaires concernés et que les annulations de crédits sont décidées par ordonnance conjointe du Ministre ayant en charge les finances et le Ministre concerné.

Nous aimerions informer la Cour que chaque ministère est responsable de la gestion de son budget. En cas de demande de modification de crédit au sein d'un ministère, chaque ministère fait une demande par une lettre de modification de crédit au ministre en charge des finances. L'accord de ce dernier entérine la modification directe de crédits budgétaires au niveau du logiciel.

Donc l'article de la loi organique n° 1/16 du 04 septembre 2013 en son point 4 qui précise que les mouvements de crédits visés aux points 1 à 3 sont décidés par ordonnance conjointe du Ministre en charge des finances et le Ministre concerné est respecté. Les ordonnances de transfert des crédits sont

disponibles. Signalons que les transferts des crédits sont retracés au niveau de la classification administrative.

La Cour maintient sa recommandation car selon l'article ci-haut mentionné, les transferts des crédits doivent être matérialisés par une ordonnance signée conjointement par le Ministre en charge des finances et le Ministère concerné. En outre, les ordonnances que le ministère en charge des finances annonce n'ont pas été mises à la disposition de la Cour.

# III.2.4. Signature des ordonnances de mouvements de crédits par le ministre en charge des finances et le ministre concerné

Selon le point 4 de l'article précité, « les mouvements de crédits sont décidés par ordonnance conjointe du ministre en charge des finances et le ministre concerné... ».

Au cours de ses travaux, la Cour a constaté que toutes les ordonnances de transfert de crédits mises à sa disposition ont été signées uniquement par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

La Cour recommande au ministère en charge des finances de respecter les dispositions légales en matière de transfert de crédits.

### III.2.5. Transmission pour contrôle des ordonnances modifiant les crédits

L'art 3 de la LFP telle que modifié prévoit que dès leur signature, les ordonnances modifiant les crédits votés en loi de finances sont transmises, pour contrôle, à la Cour des comptes.

Cependant, la Cour a constaté que les ordonnances de transfert de crédits n'ont pas été transmises à la Cour des comptes pour contrôle.

La Cour recommande au ministère en charge des finance dispositions de la LFP.

#### III. 3. Analyse des sous dotations

Les sous dotations budgétaires sont analysés en rapprochant les prévisions initiales et les dépenses ordonnancées ainsi que l'évolution des sous dotations sur la période de 2019-2020 à 2021/2022.

### III. 3.1. Rapprochement entre les prévisions initiales et les dépenses Ordonnancées

Le tableau ci-dessous présente les dépenses qui ont été ordonnancées en dépassement des prévisions initiales

## Tableau 25: Dépenses ordonnancées en dépassement des crédits

Compte	Libellé	Crédit voté 2021- 2022	Dépenses ordonnancées	sous dotations	Taux
611	Rémunérations des S/Statuts	370 417 163 373	384 034 668 245	- 13 617 504 872	3.7
	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 199 952 219	1 <b>732 874 347</b>	- 532 922 128	- 44.4
	Indemnités particulières- pouvoirs pubiles	17 829 651 276	18 552 406 884	- 722 755 608	4.1
616	Contributions sociales	38 353 202 529	40 394 388 805	- 2 041 186 276	5.3
621	Frais de formation du personnel et frais de missions	12 424 296 826	16 681 B4M 313	- 4 257 148 087	34.3
	Frais de relations publiques, publicité et intendance	3 497 990 45	C3,709.029.981 DES CO.881	211 039 533	6.0
625	Entretiens et réparations	9 492 892 945	22 714 061 739	- 13 221 168 794	139.3
631	Fournitures techniques	68 478 311 397	91 191 390 149	- 22 713 078 752	33.2
632	Fournitures administratives	11 882 198 125	19 207 442 984	- 7 325 244 859	61.6
661	Allocations et subsides	191 784 064 059	199 277 612 929	- 7 493 548 870	3.9

Compte	Libellé	Crédit voté 2021- 2022	Dépenses ordonnancées	sous dotations	Taux
` '	Allocations aux services ministériels(2)		38 428 558 559	- 532 893 110	1,4
	Contributions aux Organisations internationales		27 987 549 463	- 8 206 239 088	41.5
673	Autres transferts courants	42 820 732 377	43 384 468 962	- 563 736 585	1.3
Total	-	825 857 431 401	907 295 897 963	- 81 438 466 562	9.9

Source : Classification économique de l'exécution des dépenses de 2021-2022

L'analyse du tableau ci-dessus montre que les dépenses ordonnancées en dépassement des crédits votés totalisent un montant de 81 438 466 562Fbu. Elle montre également que les rubriques 613 « Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels », 621 « Frais de formation du personnel et frais de missions », 625 « Entretiens et réparations, 631 « Fournitures techniques », 632« Fournitures administratives », et 666 « Contributions aux organisations internationales », affichent des taux de sous dotations supérieurs à 20%.

Cette situation signifie que les crédits votés au titre de ces comptes au niveau de la loi de finances ont été sous-estimés.

# III. 3. 2. Analyse de l'évolution des sous dotations sur la période de 2019-2020 à 2021-2022

L'analyse de l'évolution des sous dotations sur la période de 2019-2020 à 2021-2022 consiste à vérifier si le phénomène des sous dotations se répète ou se présente d'une façon ponctuelle. Le tableau suivant illustre les détails.

Tableau 26: Evolution des sous dotations sur la période de 2019-2020 à 2021-2022

Compt	Libellé	Sous dotations 2019-2020	Taux de sous dotati ons 2019- 2020	Sous dotations 2020-2021	Taux de sous dotati ons 2020- 2021	Sous dotations 2021-2022	Taux de sous dotati ons 2021- 2022
<u> </u> 611	Rémunérations des S/Statuts	-14 998 436 076	-4.6			0	_
	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels					-13 617 504 872	3.68
614 L	Indemnités particulières- pouvoirs publics					-532 922 128	44.41
1 <sub>616</sub>	Contributions sociales	-3 751 032 617	-11			-722 755 608	4.05
] 621	Frais de formation du personnel et frais de mission	-409 683 950	-4.5	* SEPTION	10000000	-2 041 186 276	5.32
<u> </u> 622	Frais de relations publiques, publicité et intendance	-393 298 170	-16.7	Car D	s cor	-4 257 148 087	34,26
624	Locations			-21 820 103 121	6.36		
<u>L</u> 625	Entretienet réparations	-2 605 982 305	-24.5	s	7.22	-211 039 533	6.03
<u>_</u> 626	Assurances				1.88		
631	Fournitures techniques	-50 920 234 770	-76.3	-12 901 323 762	110.29	-13 221 168 794	139.27
	Fournitures administratives	-1 694 598 254	-20.7	-82 665 952	9.30	-22 713 078 752	33.17
634	Petit matériel, mobilier et équipement	-88 144 208	-32.9	-24 316 510 305	35.20		

Compt	Libellé	Sous dotations 2019-2020	Taux de sous dotati ens 2019- 2020	Sous dotations 2020-2021	Taux de sous dotati ons 2020- 2021	Sous dotations 2021-2022	Taux de sous dotati ons 2021- 2022
<u>635</u>	Energie et Eau			<b>-6</b> 031 359 222	- 59.66		
<u></u> _673	Autres transferts courants	-240 385 843	-0.6	-996 005 135	2.77		
	Allocations aux pouvoirs publics(1)				9	-7 325 244 859	61.65
$\int_{0.01}^{0.02}$	Allocations aux services ministériels(2)	-23 778 088 060	-71.9	<b>-12</b> 031 264	4.50	-7 493 548 870	3.91
	Allocations aux entités administratives autonomes(4)	-5 439 127 321	-26.3	-		LACIMO	
	Contributions aux organisations internationales			-31 837 777	DES CC	-532 893 110	1.41
673	Autres transferts courants		_	-996 005 135	2,77	-8 206 239 088	41.48

Source : Tableau confectionné par la Cour sur base des données du tableau précédent (tableau n°...) et celles de la classification économique de l'exécution des dépenses de 2019-2020 et 2020-2021)

L'analyse du tableau ci-dessus montre que pour certaines rubriques, le phénomène de sous dotation se répète pour les trois exercices. Il s'agit des rubriques : 625 « Entretiens et réparations », 631 « Fournitures techniques », 632 « Fournitures administratives », et 662 « Allocations aux services ministériels (2) ». L'analyse du tableau montre également que de nouveaux comptes ont connu le phénomène de sous dotation pendant l'exercice 2021-2022. Il s'agit des comptes suivants :

- 613 « Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels »;

614 « Indemnités particulières, pouvoirs publics ».

La Cour recommande au ministère ayant les finances dans ses attributions d'améliorer dans l'avenir la qualité des prévisions des dépenses.

# III.4. Engagements ayant dépassé le crédit disponible

Le tableau suivant montre les rubriques dont les montants engagés étaient en dépassement du crédit disponible.



Tableau 27: Engagements des dépenses en dépassement du crédit après transfert

Compte	Libellé	crédit voté	transferts crédits	Crédit après transfert	Engagement budgétaire	Ecarts
61140	Primes de technicité des sous statuts	150 380 859 524	- 694 562 554	149 686 296 970	173 021 471 080	23 335 174 110
61160	Allocations familiales des sous statuts	1 174 915 167	- 108 164 063	1 066 751 104	2 555 008 271	1 488 257 167
61260	Allocations familiales des sous contrats	1 891 424 869	- 558 456 115	1 332 968 754	1 378 753 930	45 785 176
61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	21 841 086 457	- 29 963 346	21 811 123 111	25 965 957 489	4 154 834 378

Compte	Libellé	crédit voté	transferts crédits	Crédit après transfert	Engagement budgétaire	Ecarts
61620	Contributio ns de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats		12 438 305 526 - 1 169 256 645	11 269 048 881	11 353 664 770	84 615 889
19	Total		- 2 560 402 723	185 166 188 820	214 274 855 540	29 108 666 720
62510	Entretien de terrains	1 372 233 128	- 31 806 990	1 340 426 138	1 385 624 760	45 198 622
-	Total général					29 153 865 342
Source	: Tableau confec	Source : Tableau confectionné par la Cour sur base des données de la classification économique de l'exécution des dépenses de 2021-2022	des données de la c	lassification économique	e de l'exécution des dépen	rses de 2021-2022



L'analyse du tableau montre que les dépenses engagées pour le fonctionnement en dépassement des crédits disponibles totalisent un montant de 29 153 865 342 Fbu. La Cour rappelle que l'engagement d'une dépense en dépassement du crédit disponible est en violation de l'article 65 du RGGBP.

La Cour recommande au ministère en charge des finances d'engager les dépenses dans la limite du crédit disponible en application de l'article 65 du RGGBP.

## III. 5. Fiabilité des données sur les dépenses

Pour vérifier la fiabilité des données sur les dépenses, la Cour a rapproché les données de la balance cumulée des comptes et celles de la classification économique. Le tableau ci- dessous en donne les détails.

Tableau 28: Rapprochement entre les données de la classification économique et celles de la balance cumulée des comptes

Cpte	Libellés	Paiements classification économique (A)	Paiements BCC (B)	Différence (B-4)
61	Rémunérations des salaires	486 998 147 843	512 386 968 046	25 388 820 283
62	Services extérieurs	45 683 252 387	60 405 070 857	14 721 818 470
63	Achats	78 889 255 076	114 534 689 315	35 645 434 239
<b>6</b> 4	Charges financières	27 674 184 287	244 703 370 423	217 029 186 136
65	Subventions aux Sociétés	35 993 000	2 461 649 607	2 425 656 607
<b>6</b> 6	Allocations- contributions et exonérations	267 535 275 735	488 155 739 239	220 620 463 504
67	Prestations sociales, employeurs, assistance sociale et autres charges	41 877 278 595	47 644 219 563	5 766 940 968
<u> </u>	TOTAL des	948 693 386 923	1 470 291 707 050	573 501 320 127

Cpte	Libellés	Paiements classification économique (A)	Paiements BCC (B)	Différence (B-A)
20	Immobilisations incorporelles	1 750 713 919	1 842 057 250	91 343 331
21	Immobilisations corporelles	149 761 876 207	178 350 500 715	28 588 624 508
22	Stocks	43 651 475 861	44 333 002 394	681 526 533
26	Tirages et participations	13 920 586 787	13 921 408 750	821 963
<b>27</b> 1	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	20 405 036 415	446 508 305 607	426 103 269 192
	TOTAL IMMOBILISATIONS	227 914 046 589	684 955 274 716	455 465 585 527
	TOTAL GENERAL	1176 607 433 512	2 155 246 981 766	1 028 966 905 654

Source: Tableau confectionné par la Cour sur base des données de la BCC et celles de la classification économique du PLR 2021-2022

L'analyse du tableau montre que des écarts se dégagent entre les données de la balance cumulée des comptes et celles de la classification économique des dépenses. Ces écarts totalisent un montant de 1 028 966 905 654 Fbu.

La Cour constate qu'il existe des discordances entre les données renseignées par la classification économique et celles de la balance cumulée des comptes, ce qui entache la fiabilité des données du PLR.

La Cour recommande au ministère en charge des finances de redresser ces écarts avant l'adoption du projet de loi de règlement et de compte rendu budgétaire.

## III.6. Les restes à payer

La balance cumulée des comptes ne renseigne que le montant des restes à payer s'élève à 279 320 819 353 Fbu. Ce montant est ventilé dans les différents comptes renseignés dans le tableau suivant :

Tableau 29: Les impayés de l'Etat

Compte	Libellés	Solde créditeur
40	Fournisseurs et créanciers	123 118 561 995
401	Fournisseurs	58 501 488 756
402	Fournisseurs-immobilisations	44 831 293 727
403	Emprunt et dette extérieure	2 553 767 506
404	Emprunt et dette intérieure	49 034 497
408	Autres créanciers	17 182 977 509
42	Personnel et charges	88 790 683 806
421	Salaires- pensions et indemnités	36 705 238 517
422	Retenues pour contributions sociales	2 157 179 279
427	Autres retenues sur salaire	49 928 266 010
44	Etat et services publics	67 411 573 552
441	Projets de développement	18 308 607 141
442	Services publics autonomes	10 003 943 060
443	Services publics non autonomes (PP, SM, AP)	39 099 023 351
	Total	279 320 819 353

Source: BCC du PLR 2020-2021

La lecture du tableau montre que le montant global des restes à payer est de 279 320 819 353Fbu.

Cependant, le détail nominatif de ces restes à payer n'est pas annexé au PLR 2021-2022 comme l'exige l'article 102 du RGGBP.

La Cour recommande au ministère en charge des finances de produire à la Cour le détail nominatif des restes à payer.

# CHAPITRE IV: CONTROLE DE LA SINCERITE DES SOLDES BUDGETAIRES

Le contrôle de la sincérité des soldes a porté sur la présentation des soldes d'exécution du budget et l'analyse de la sincérité du solde d'exécution de budget.

## IV.1. Présentation des soldes d'exécution du budget

Le résultat de l'exécution budgétaire est présenté dans le tableau sui want

Tableau 30: Les soldes de l'exécution budgétaire du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022

Rubriques	Prévisions 2021-2022	Réalisations 2021- 2022
I. Recettes courantes	1 212 244 001 217	1 483 803 434 823
Produits Fiscaux	1 099 804 820 142	1 283 342 275 429
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	256 303 330 244	312 077 021 060
Taxe sur les salaires et la main d'œuvre		67 000
Impôts intérieurs sur les biens et services	713 980 906 509	749 133 813 737
Impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales	111 520 583 389	119 169 930 794
Autres recettes fiscales		1 082 880
Impôts et taxes exonérations	18 000 000 000	102 960 359 958
Produits non Fiscaux	112 439 181 075	200 461 159 394
Revenu de la propriété	45 832 948 510	64 335 043 928
Vente des biens et services	2 781 459 751	27 296 742 482
Droits administratifs	43 113 188 697	97 543 029 597
Amendes et pénalités	6 068 402 908	6 691 484 877
Autres produits non fiscaux	14 643 181 209	4 594 858 510
II. Dons	333 948 552 374	292 167 358 432
Dons courants		
Dons sur projet avec financement extérieur	333 948 552 374	292 167 358 432
III. Produits financiers	11 084 800	324 873 217
Gains de changes	11 084 800	324 873 217
IV. Produits exceptionnels	15 859 827 057	157 106 799 078
AMISOM et MINUSCA	3 000 000 000	0
Cessions d'actifs immobilisés	0	308 525 000
Produits de liquidation des entreprises publiques		1 318 014 128
Recettes Office Burundais des	3 557 560 000	0

Rubriques	Prévisions 2021-2022	Réalisations 2021- 2022
mines		
Privatisations des entreprises	1.052.253	
publiques	1 053 271	0
Remboursement et montant	OUEDIO	21 174 207 108
indument perçu	SUOUE DU 8	21 174 207 100
Reliquat sur les frais de mission et		845 366 829
provisions  Remboursement des acquéreurs des	7   1   1   1   1   1   1   1   1   1	
parcelles du site KINYINYA-		0
RUHOGO	(2)	0
Récupérations des fonds détournés	The Ober Confill	- III .
et malversations	213 786	0
Autres	9 300 000 000	133 460 686 013
Total des ressources	1 562 063 465 448	1 933 402 465 550
V. Dépenses courantes	1 040 230 422 561	1 470 272 988 050
Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	977 584 984 397	1 207 614 614 234
Rémunération des salariés (61)	499 727 133 582	512 386 968 046
Services extérieurs (62)	45 041 648 160	60 405 070 857
Achat des biens (63)	84 507 883 711	114 534 689 315
Contributions aux organismes internationaux (666)	19 781 310 375	27 987 549 463
Prestations sociales employeurs (671)	131 000 000	110 918 326
Assistance sociale (672)	10 076 631 382	4 148 832 275
Autres transferts courants (673)	42 820 732 377	43 384 468 962
Subventions aux collectivités territoriales (653)	80 798 639	2 461 649 607
Allocations et subsides(661)	191 784 064 059	274 463 818 105
Allocations aux services ministériels(662)	37 895 665 449	38 409 839 559
Allocations aux entités administratives autonomes (664)	26 376 281 209	26 360 449 761
Imprévus (88)	1 361 835 454	0
Exonérations (667)	18 000 000 000	102 960 359 958
Charges financières (64)	62 645 438 164	244 703 370 423
Intérêts sur emprunts extérieurs (641)	14 575 264 755	11 740 219 423
intérêts sur emprunts intérieurs(642)	47 920 173 409	229 079 406 034
Pertes de change(644)	50 000 000	3 883 744 966
Autres charges financières(648)	100 000 000	-
Transferts aux fonds	0	17 955 003 393
spéciaux(665)		17 733 003 373
Fonds routier national (6651)	0	0
Fonds spécial de lutte contre la fraude (6654)		17 708 531

Rubriques	Prévisions 2021-2022	Réalisations 2021- 2022
Fonds TVA	0	17 937 294 862
Dépenses des fonds(665)		17 955 003 393
VI. SOLDES COURANT HORS DONS (I-V)	172 013 578 656	
VII. Solde courant y compris dons (I+II+III+IV-V)	521 833 042 887	463 129 477 500
VIII. Dépenses en capital et prêts nets	673 634 980 742	640 622 272 322
Dépenses en capital	673 634 980 742	640 622 272 322
IX. DEFICIT GLOBAL AVEC DONS (VII-VIII)	-151 801 937 855	-177 492 794 822
X. DEFICIT GLOBAL HORS DONS (VI-VIII)	-501 621 402 086	-627 091 825 549
XI. ARRIERES	0	133 385 366 197
XII. DEFICIT (BASE CAISSE) (IX-XI	-151 801 937 855	-310 878 161 019

Source: Article 5 du PLR 2021/2022

Au vu de ce tableau, la Cour constate que le calcul du déficit a été effectué dans la logique du déficit global sans dons d'une part et avec dons d'autre part, le déficit base-caisse montrant le décalage entre la situation budgétaire par rapport à la situation de trésorerie :

- Le solde courant hors dons est excédentaire de 13 530 446 773 FBU. Cette situation signifie que les recettes courantes ont pu financer les dépenses courantes;
- Le solde courant avec dons est excédentaire de 463 129 477 500 FBU. Il a été dégagé un supplément pour financer les dépenses d'investissement.
- Le solde global avec dons est déficitaire de 177 492 794 822 FBU. Cette situation signifie que le reliquat dégagé par le solde courant avec dons 463 129 477 500 FBU n'a pu couvrir la totalité des dépenses d'investissement;
- Le solde base caisse est déficitaire de 310 878 161 019 FBU.

Le déficit base-caisse prévu par la loi des finances 2021/2022 était de 151 801 937 855 FBU contre 310 878 161 019 FBU de l'exécution de la loi de finances soit un dépassement de 159 076 223 164 FBU représentant un taux de 105%.

La Cour réitère sa recommandation de respecter trautorisation parlementaire et de faire des prévisions réalistes.

### Financement du déficit

Le déficit dégagé pour l'exercice 2021/2022, a été financé par les ressources extérieures et les ressources intérieures comme le montre le tableau suivant :

Tableau 31: Financement du déficit

Libellés	Prévisions 2021/2022	Réalisations 2021/2022
FINANCEMENT	151 801 937 855	310 878 161 049
XIV. Financement extérieur net	13 505 811 637	87 804 981 265
Tirages sur dette directe	50 262 463 898	123 108 316 436
Remboursement dette directe	-36 756 652 261	-35 303 335 171
XV. Financement intérieur net	138 296 126 218	223 073 179 754
Financement bancaire	108 015 758 046	52 318 665 463
Obligation et bon du trésor	0	586 078 674 339
Remboursement dette intérieure	-16 719 631 828	-498 403 877 264
Financement non bancaire	47 000 000 000	83 079 717 216
XVI, BESOIN DE FINANCEMENT (XIII-XII)	0	0

Source: Article 5 du PLR

Le tableau ci-dessus montre que le montant de 310 878 161 049 Fbu représentant le déficit base-caisse pour la gestion budgétaire, exercice 2021/2022, a été comblé par un financement extérieur net et un financement intérieur net respectivement pour les montants de 87 804 981 265 FBU et 223 073 179 754 FBU.

#### Evolution du déficit base-caisse

L'exécution du budget, exercice 2021/2022, a dégagé un déficit base-caisse de 310 878 161 019FBU contre 151 801 937 855FBU prévu par la loi de finances, ce qui montre que les difficultés de maintenir le déficit base-caisse dans les limites fixées en loi de finances subsistent comme le montre le

tableau ci-dessous:

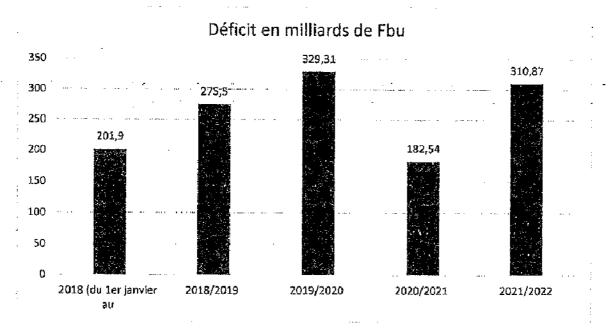
Tableau 32: Evolution du déficit base-caisse (en milliards de FBU)

Année	2018 (du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin)	2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022
Déficit en milliards de FBU	201,9	275,5	329,31	182,54	310,87

Source: Rapports de la Cour des comptes des PLR 2018, 2018/2019, 2019/2020, 2020/2021 et le PLR 2021/2022

Ces données peuvent être résumées dans le graphique ci-après :

Graphique nº 1: Evolution du déficit base-caisse (en milliards de FBU)



Source: Rapports de la Cour des comptes et PLR 2018, 2018/2019, 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022

Le graphique ci-dessus montre que, contrairement à la période de 2018 à 2019/2020 où l'on observait une tendance haussière d'une année à une autre et une diminution à la période de 2019/2020 à 2020/2021, le déficit basecaisse a connu une augmentation de 2020/2021 à 2021/2022.

# IV.2. Analyse de la sincérité du solde d'exécution du budget

L'analyse de la sincérité du solde d'exécution du budget de l'Etat a porté sur l'impact des restes à payer sur le solde de l'exercice, la prise en compte des restes à payer et des restes à recouvrer ainsi que les arriérés extra budgétaires.

## IV.2.1. Impact des restes à payer sur le solde de l'exercice

Le PLR 2021/2022 affiche un montant de 279 320 819 353FBU représentant les restes à payer pour cet exercice budgétaire et ceux-ci sont reportés sur l'exercice suivant.

La Cour constate que les restes à payer ne cessent de s'accroître comme le montre le tableau suivant :

Tableau 33: Restes à payer pour les exercices 2018/2019, 2019/2020,2020/2021 et 2021/2022 exercices

Exercice budgétair	2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022
e				
Restes à payer	25 069 982 885	88 273 359 680	145 935 453 156	279 320 819 353

Source: PLR 2018/2019,2019/2020,2020/2021 et 2021/2022

La Cour estime que les restes à payer important reportés sur l'exercice suivant entachent la sincérité du solde d'exécution budgétaire et la séparation des exercices.

La Cour considère que l'amélioration de la sincérité du solde budgétaire inscrit au niveau du PLR exigerait l'apurement des restes à payer.

## IV.2.2. Les arriérés extrabudgétaires

La BCC 2021/2022 ne fait pas ressortir la situation des arriérées extrabudgétaires ce qui entache la sincérité des soldes budgétaires.

La Cour réitère sa recommandation au ministère en charge des finances de produire une situation des arriérées extrabudgétaires pour permettre au parlement une analyse approfondie et correcte des soldes d'exécution budgétaires.